

# DÉBAT CITOYEN

Thuret, le 8 février 2019

---

Nous nous sommes donc retrouvés à environ une vingtaine, (11 selon la police et 874 selon les organisateurs...) pour notre première réunion, qui a duré deux heures.

Vous trouverez ci dessous les thèmes abordés,regroupés en trois catégories.

Certaines de nos réflexions sont classées dans plusieurs catégories.

## 1- NOTRE VIE QUOTIDIENNE, ce qui nous touche tous les jours

- **la suppression des services publics à la campagne : nous sommes loin de tout**
  - nous avons besoin de moyens de déplacement collectifs, adaptés, et réguliers comme le train avec des horaires et des arrêts adaptés. Celui de Pontmort, est une solution pour ceux qui peuvent s'y rendre, alors que nous avons une gare à Thuret. Sa réouverture envisagée à une époque, semble abandonnée, et la Région, interrogée sur ce point ne répond pas.
  - nous regrettons que seule la rentabilité des services publics soit prise en compte
  - l'obligation d'utiliser un véhicule personnel, puisqu'on ne peu pas faire autrement, a un impact écologique et un impact sur la qualité de vie individuelle, familiale, sociale
  - les carburants restent trop chers ; ce coût nuit à la redynamisation des campagnes, alors que le train, moyen de transport régulier, plus sûr. Il évite la fatigue de la conduire,, réduit les émissions polluantes et le temps des trajet, favorise les contacts humains
  - les démarches sont plus compliquées quand on a plus de service publique : la carte d'identité
  
- **l'énergie**
  - nous sommes peu informés dans ce domaine, et mal renseignés sur les approvisionnements
  - au niveau individuel, et collectif, il faut faire des économies, et les inciter.
  - si aujourd'hui le nucléaire permet de consommer de l'électricité à un coût acceptable, des inquiétudes se font jour sur l'avenir des centrales, et sur le coût de leur démantèlement qu'on ne sait toujours pas faire.
  - la production d'une partie de son énergie est possible. Par des moyens simples on peut devenir (plus) autonomes.
  
- **la TVA est une forme d'imposition injuste, qui s'applique quelque soit le revenu**
  - le taux de TVA sur les travaux et les matériaux est trop élevé
  - celui sur les produits de luxe, 33,33% à disparu
  - 3 taux devraient exister : un pour les produits de première nécessité, au minimum autorisé par l'Europe, proche de zéro, un taux pour les produits indispensables, et un dernier pour les produits luxe (→ la TVA équitable est évoquée sans qu'elle soit ni définie ni quantifiée)

- la nouvelle affaire de viande avariée, la question des services rendus par l'État
  - c'est par manque de personnel dans les services vétérinaires, chargés des contrôles sanitaire
  - la diminution des agents de l'état nuit à la qualité des services publiques
  - pourtant, certains conservent des privilèges importants lorsqu'ils se retirent de la vie publique : privilèges des anciens élus comme les présidents ou les parlementaires à la retraite
  - les économies dans l'administration peuvent se faire en la rendant moins lourde, plus simple, plus efficace, et mieux organisée, même si pour rémunérer les agents, il faudra trouver des marges financières, comme une contribution plus importante des plus aisés
- limitation de vitesse à 80 km/h
  - il serait plus efficace de brider les voitures
- les produits « bio », qu'on nous recommande, restent trop chers

## 2- L' EGALITE, et l'organisation de l'État

- on est de plus en plus loin du sommet de L'État, du lieu de décision
  - l'État s'est décentralisé en créant les régions dans les années 80. Elles viennent d'être regroupées en super-régions; les communes ont été regroupées en communautés de communes elles aussi regroupées en super communautés : que reste-t-il comme pouvoir au conseils municipaux, élus de base
  - les services des communes, des communautés des départements, des régions, de l'état se superposent pour faire la même tâche
  - qui va répondre à la question de la réouverture de la gare ou d'un arrêt à Thuret ?
- comptabilisation des votes blancs
  - les élus sont légitimes, au terme de la constitution mais ils sont peu représentatifs en raison de l'abstention
  - le vote majoritaire à deux tours ne donne pas une image proche de la diversité de pensée des gens
- on ne sait pas à quoi servent nos impôts
  - il n'y a pas de contrôle de l'argent publique, celui de la collecte fiscale : les taxes sur les carburants étaient peu destinées à la transition écologique
- l'État n'est plus garant de l'égalité territoriale
  - il délègue trop ses missions à des sociétés privées dont l'objectif est le profit (cession des autoroutes...), et le moindre coût
- la question des services rendus par l'État (paragraphe 1)
- la suppression des services publiques (paragraphe 1)

## 3- LA VIE POLITIQUE

- le haut ne regarde pas en bas
    - les hommes politiques sont plus sensibles aux lobbies industriels qu'aux besoins des citoyens ; ils prennent leurs décisions en fonction d'intérêts financiers plus qu'en fonction de l'intérêt commun
    - ils ne font pas d'information, de retour et d'évaluation de leur action
  - les décisions et l'action politiques et les injustices qu'elles entraînent
    - qui décide de quoi : la finance, la haute administration ou la puissance financière ?
    - les augmentations d'impôts touchent seulement ceux qui en payent (question des niches fiscales, des exonérations)
    - l'écart se creuse entre les couches de la société : des personnes démunies, parfois aidées à la limite de l'assistanat, des tranches intermédiaires, qui n'ont pas beaucoup d'aide, et des classes aisées qui concentrent la richesse
    - taxation excessive et injuste, sur l'énergie ou sur les produits nécessaires à la vie courante
    - refus de répartir de façon équitable les contribution directes, de créer de nouvelles tranches d'impôts
    - les décisions ne sont pas budgétées, les conséquences mal évaluées
    - en nous tenant de plus en plus éloignés du lieu et du niveau la décision, ils nous connaissent de moins en moins bien : ils vivent entre eux et prennent des décisions sans en comprendre les aboutissants, l'impact sur notre quotidien
    - une commission nationale devraient faire le bilan de leur action, sans attendre les élections
  - l'incapacité à apporter des solutions
    - les loyers restent chers, il reste beaucoup de personnes mal logées
    - le chômage reste élevé et il y a beaucoup de travailleurs précaires
    - il est parfois préférable de percevoir une allocation plutôt que de prendre un petit boulot (de l'autre côté de la rue...)
    - les aides ne sont pas assez conditionnées à une contre partie (permis de conduire en échange de travaux dans l'intérêt commun)
    - donner un vrai travail rémunéré plutôt que d'accepter que des personnes soient sans activité
    - parfois que ceux qui viennent sur notre territoire, trouvent plus d'aide que des résidents de longue date
    - l'action politique ne conduit pas à coopérer avec les pays d'origine des migrants, et bien plus, les pays riches pillent leurs ressources
    - les politiques ne savent plus comme par le passé bonifier l'arrivée de population nouvelles, alors même que les migrants actuels font partie des classes aisées, instruites et qualifiées de leur pays d'origine
    - bien qu'on fasse le constat qu'il est difficile de mélanger les cultures, les religions et les modes de vie, on doute de la capacité des hommes politiques de prendre des décisions dans ce sens
-